

Opinion | Pour un plan Marshall des compétences en Europe

Face à la crise économique totale, l'investissement dans la formation doit être au cœur des politiques européennes de relance pour gagner la bataille des compétences, estime Natanael Wright.




Par **Natanael Wright** (président de Wall Street English France)
 Publié le 21 mai 2020 à 10h56 | Mis à jour le 21 mai 2020 à 11h07

Après le tsunami du **Covid-19** et la mise à l'arrêt de l'économie mondiale vient l'heure des comptes et de la reconstruction. Dans les décombres apparaissent déjà les prémices du chômage de masse et d'une crise économique et sociale sans précédent. Car malgré l'efficacité des mesures prises dans l'urgence pour endiguer la catastrophe, une chose est certaine : la convalescence sera longue et coûteuse.

Au sein des pays de la zone euro, la crise économique se paiera au prix fort sur le front de l'emploi, avec la destruction de millions d'emplois et un taux de chômage qui franchira la barre des 10 % à la fin de l'année, selon le **Fonds monétaire international**. Dans ces conditions, le **nouveau budget de l'Union européenne 2021-2027** qu'Ursula Von der Leyen, présidente de la Commission européenne, présentera le 27 mai prochain sera caduque s'il est dépourvu d'un plan d'investissement massif dans la formation des Européens.

Fonds social européen

Cette ambition pourra tout d'abord être concrétisée dans le cadre du Fonds social européen (FSE) qui, depuis le Traité de Rome, constitue le principal instrument d'investissement communautaire dans le capital humain et un levier essentiel pour financer des projets liés à l'emploi, la formation et l'inclusion sociale. S'il a été utilement mobilisé au cours des dernières semaines pour soutenir les mécanismes de chômage partiel, le FSE doit aujourd'hui être mis au service de la préservation de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation des parcours professionnels des citoyens européens.



Puisque "nous sommes en guerre", le FSE doit devenir une arme pour gagner la bataille des compétences. Pour cela, il faudra lui allouer des moyens décuplés pour accompagner les nombreux plans sociaux et les reconversions professionnelles subies sous l'effet de cette crise. Car à l'instar d'un trampoline, la formation constitue un puissant amortisseur de crise et un vecteur efficace de rebond économique.

Le FSE devra également faire preuve d'une plus grande adaptabilité en confiant le soin aux régions - qui pilotent aujourd'hui seulement 35 % des fonds attribués à notre pays - de concevoir des approches chirurgicales au plus près des besoins des acteurs économiques de leur territoire. En outre, il est plus que temps d'engager un choc de simplification du déploiement du FSE car les règles d'audit, de contrôle ou d'éligibilité constituent trop souvent un obstacle à la mise en oeuvre rapide des actions menées.

CPF européen

Comme l'a démontré à merveille le programme Erasmus, la formation peut avoir des vertus unificatrices et donner une traduction concrète à la citoyenneté européenne. Dans cette période de reconstitution de nos forces vives, la création d'un Compte personnel de formation européen armerait nos concitoyens face à la transformation des métiers et des compétences. [Le succès du CPF en France](#), décuplé depuis le lancement de l'application Mon Compte Formation à l'automne dernier, devrait ce faisant inspirer Bruxelles pour organiser la montée en compétences dans les filières que nous devons (ré)investir (santé, développement durable, numérique...) et favoriser la mobilité des talents sur l'ensemble du continent.

Néanmoins, alors que nous entrons dans l'âge d'or de la formation à distance, consacré par les 55 jours de confinement, cet élan devra aller de pair avec une vigilance accrue et sans doute des garde-fous introduits dans la commande publique pour protéger la souveraineté de nos ressources pédagogiques face à la tentation grandissante de délocaliser les enseignements à l'autre bout de la planète.

Au lendemain du 70e anniversaire de la Déclaration Schuman, la crise actuelle nous rappelle la nécessité d'agir de concert au sein d'une communauté cimentée par la solidarité entre ses pays-membres. Face à l'urgence d'engager un plan de développement des compétences à l'échelle du continent, l'Union peut réaliser un bond en avant en posant les bases d'un droit européen universel à la formation.

Natanael Wright est président de *Wall Street English*.